



Mobilisations lycéen·nes : stop à la répression !

Les organisations syndicales CGT éduc'action 31, FNEC FP-FO, Sud éducation 31 dénoncent la répression policière et des pressions institutionnelles inacceptables.

Le mardi 29 septembre, journée nationale de manifestation de défense de la Fonction publique, des lycéen·nes se sont mobilisé·es dans plusieurs lycées de la Haute-Garonne. Leurs revendications : dénoncer les classes surchargées, le bâti inadapté (trop froid l'hiver, trop chaud l'été), le manque de personnels, Parcoursup : il s'agit là de défendre des conditions d'études dignes, l'accès à un avenir choisi. Nous partageons par ailleurs ces revendications légitimes.

Le droit de manifester est un droit fondamental, inscrit dans la constitution, et chaque citoyen·ne peut l'exercer. Les lycéen·nes ont donc le droit de défendre leurs revendications, de s'exprimer, de se mobiliser.

Dans ce contexte, la répression qui s'est abattue sur les jeunes mardi dernier est inacceptable : silencier des adolescent·es, par l'envoi de gaz lacrymogènes ou par des mises en garde à vue est scandaleux et délétère. L'État, le rectorat se doivent d'écouter et de répondre aux revendications des lycéen·nes.

De plus, nous sommes alerté·es par les personnels au sujet de messages envoyés par certains chef·fes d'établissement. Ces messages anxiogènes criminalisent le mouvement social, anticipant une violence présumée des mobilisations à venir et des sanctions envers les élèves. C'est de l'intimidation. La violence, c'est celle des conditions d'études et d'examen intenables. C'est quand la police envoie des gaz lacrymogènes à des jeunes qui relèvent la tête et veulent s'exprimer.

Nous demandons au DASEN d'intervenir pour demander aux chef·fes d'établissement de ne pas faire monter la tension, mais au contraire d'adopter une posture apaisante et à l'écoute des lycéen·nes.

La police ne doit pas intervenir. Nos organisations syndicales CGT éduc'action 31, FNEC FP-FO, Sud éducation 31 affirment leur solidarité envers les mobilisations lycéen·nes. Nous appelons les collègues à se tenir présent·es lors des mobilisations afin de soutenir et de protéger nos élèves.

A Toulouse, le 1er octobre 2026